



CHEZ NOS VOISINS - Existe-t-il une nouvelle classe moyenne au Brésil?

Écrit par Jean-Jacques FONTAINE



L'émergence d'une "nouvelle classe moyenne" est devenue l'étendard médiatique de la croissance brésilienne. La politique de redistribution pratiquée par le gouvernement depuis 10 ans aurait profondément bouleversé la pyramide sociale. Une nouvelle classe, dite "classe C", composée d'individus dont le revenu mensuel va de 1.310R\$ à 1.950R\$ (515€ à 770€), constituerait désormais la majorité de la population du pays. S'agit-il vraiment de la naissance d'une nouvelle classe moyenne ? Ou bien le phénomène n'est-il que l'expression d'une amélioration de la situation des plus pauvres, sans autre changement dans les structures sociales ? Les analystes sont divisés sur la question



La question de la réalité de l'existence d'une nouvelle classe moyenne n'est pas sans conséquence sur les politiques publiques à adopter pour les 10 prochaines années: faut-il plutôt stimuler la croissance de la consommation intérieure pour satisfaire la demande de ces "nouveaux-moins-pauvres", et donc dégager des bénéfices permettant de perpétuer la politique d'assistance aux plus défavorisés ou investir dans la formation de ces nouveaux acteurs sociaux afin de les rendre plus compétitifs face aux défis du marché du travail ?

La vraie classe moyenne, ce sont les riches!

Premier constat, si en 2011, la classe C a été championne de la consommation au Brésil, il n'en sera pas de même en 2012. Les projections de l'IPC Maps, une banque de données qui analyse le comportement des consommateurs dans plus de 5.000 agglomérations brésiliennes, montrent que cette année, ce sera la "classe B" qui répondra pour plus de 50% des ventes. Les dépenses de la "classe C" reculeront de 10% pour ne plus représenter que 26%

de la consommation totale.

"La classe B (revenu compris entre 3.175R\$ et 6.140R\$ (1.250€ et 2.450€) est la véritable classe moyenne brésilienne, assène Jesse Souza, professeur de sociologie à l'Université Fédérale de Juiz de Fora. Elle détient, en commun avec les plus riches de la classe A, le contrôle sur une ressource qui échappe encore aux couches sociales inférieures : le capital culturel, qu'il soit technique comme dans le cas des ingénieurs, avocats ou économistes ou littéraire, pour ce qui est des journalistes, des professeurs, etc." Ce capital culturel se transmet de génération en génération, selon Jesse Souza, par le "privilège de la naissance", donc aussi l'accès à l'éducation, auquel ceux qu'il appelle les "batailleurs" des classes populaires n'ont pas naturellement accès.

Ces "batailleurs", selon la définition de Jesse Souza, sont justement ceux qui ont accédé à une plus grande aisance de vie grâce aux politiques d'Etat de redistribution sociale des richesses de la croissance. "Pour compenser cette absence de privilèges dus à la naissance, ils vont réaliser un énorme effort personnel pour conserver leur statut, acceptant des doubles journées de travail et des emplois sous-payés afin de maintenir leur niveau de consommation matériel. Ce n'est pas spécifique au Brésil, on constate le même phénomène en Inde et en Chine. Il s'agit d'une nouvelle catégorie de travailleurs, pas de l'émergence d'une nouvelle classe moyenne."

Malgré la croissance, les pauvres sont encore là

La confusion est d'autant plus dérangeante pour Jesse Souza qu'elle camoufle une "inégalité invisible" qui se cache derrière les discours sur les bénéfices de la croissance : "Il reste un socle immuable de très

pauvres, jamais perçus comme appartenant à une classe sociale émergente, pour qui le futur se résume à l'urgence de la survie au jour le jour et qui explique notre retard social face aux pays avancés." Marcio Pochmann, directeur de l'Institut de Recherche et d'Études Appliquées (IPEA) partage avec Jesse Souza l'idée qu'il n'y a pas eu émergence d'une nouvelle couche moyenne au Brésil ces 10 dernières années : *"L'ascension économique d'une parcelle significative de la population brésilienne ne traduit pas l'émergence d'une nouvelle classe sociale et encore moins celle de l'apparition d'une 'classe moyenne'".* Les politiques publiques de redistribution de la rente ont certes permis la création de 20 millions de postes de travail, mais il s'agit à 94% de postes dans les services, dont la rémunération est inférieure à 1,5 salaire minimum. Cela ne permet pas à ces personnes d'atteindre le niveau minimum d'épargne qui caractérise les classes moyennes.

Une nouvelle strate économique plus qu'une classe sociale en devenir

Pour Marcio Pochmann, définir une classe sociale par son seul pouvoir d'achat est une illusion dangereuse et simplificatrice. *"Ce que nous voyons aujourd'hui au Brésil, c'est une ascension de ceux qui composent de la base de la pyramide sociale, grâce à la politique d'augmentation de la valeur de référence du salaire minimum et toute amélioration du revenu se traduit par une hausse de la consommation."* Pour que ces bénéficiaires directs des politiques publiques de redistribution des revenus de la croissance deviennent une nouvelle classe moyenne, il leur faudrait pouvoir accéder à des emplois typiques de la classe moyenne, des professions spécialisées qui supposent une formation scolaire et technique correspondante. On en est loin, estime Marcio Pochmann. *"Il faut procéder à des investissements massifs dans le domaine de l'éducation pour que ces travailleurs émergents puissent accéder un jour à de tels emplois."*

Ne pas confondre avec la classe moyenne des pays avancés

Marcelo Neri, chef du Centre des Politiques Sociales de la Fondation Getulio Vargas concède que des efforts considérables doivent être consentis dans le domaine de l'éducation pour consolider les transformations sociales en cours, mais il estime, lui, qu'il y a bel et bien émergence d'une nouvelle classe moyenne. Une classe moyenne *"économique plutôt que sociale"* nuance-t-il, mais néanmoins caractéristique de l'évolution de la société brésilienne.

"La classe moyenne brésilienne n'est ni la classe moyenne américaine, ni la classe moyenne européenne. On ne peut donc pas prendre ces pays comme référence. Il faut se rappeler que derrière le 0,1% des plus pauvres des États-Unis, il y a 60% de la population mondiale qui est encore plus pauvre." L'indicateur principal de l'apparition d'une nouvelle classe moyenne au Brésil, pour Marcelo Neri, tient dans le fait de la généralisation des emplois formels à la base de la pyramide sociale. *"Le grand symbole de la nouvelle classe moyenne brésilienne, c'est le contrat de travail avec la sécurité sociale qui l'accompagne."*

Un enjeu pour les politiques publiques

Cette discussion n'est pas qu'académique et les autorités, qui doivent définir les politiques publiques qu'elles vont mettre en place d'ici 2020 pour faire face à l'évolution de la société brésilienne, l'accompagnent de près. Il y a bien sûr, en premier lieu, les défis de l'éradication de la pauvreté absolue et du vieillissement, tout le monde est d'accord là dessus, mais il faut aussi déterminer où vont aller les autres priorités. Si l'enrichissement des plus pauvres continue à être le moteur de la croissance stimulée par développement du marché intérieur, il faut alors renforcer les stratégies de redistribution sociale des bénéfices de cette croissance. Si au contraire, la rente de la population tend à se stabiliser, c'est dans la formation d'une main d'œuvre compétitive, capable de répondre aux demandes de l'industrie d'exportation qu'il faut investir. Deux chemins qui divergent à un certain moment, les ressources de l'État ne pouvant pas satisfaire les deux priorités en même temps.

De l'autre côté du miroir : le Maranhão poche de misère

"Puisqu'il n'est pas possible de surmonter la misère, autant s'en servir pour survivre". Fort de cette maxime, Junior Rachid s'est lancé dans le seul commerce qui fait recette à Coroatá, une petite bourgade du centre du Maranhão, à 276km de la capitale de l'État, São Luis, dans le Nord-Est. Il s'est acheté un autocar vieux de 22 ans et transporte clandestinement des ouvriers saisonniers vers les plantations de canne à sucre du Sud-Est et du Centre-Ouest du pays. *"A chaque voyage, j'emmène 50 personnes pleines d'espoir et je les ramène pleines de désillusions."* C'est un des portraits de cette immense pauvreté qui frappe encore une grande partie du Brésil rural. A Coroatá, 3 agences de voyage du même genre disputent à Junior Rachid le marché des *"touristes de la misère."* Toutes font miroiter aux désœuvrés des espoirs de richesse qui ne se concrétisent jamais. Ainsi, 500.000 à 1 million de personnes émigrent de façon saisonnière dans l'ensemble du Maranhão. Un État formé en bonne partie par de grandes propriétés terriennes presque à l'abandon, parcourues par un bétail rachitique, et de maigres parcelles d'agriculture vivrière. Seules quelques plantations de palmiers "babaçu" dont on extrait péniblement une huile difficile à commercialiser apportent un maigre revenu dans ces campagnes désolées.

Monopole de la terre égale misère

Marcelo Sampaio, professeur au Centre des Sciences Humaines de l'Université Fédérale de São Luis revient sur les causes de cette misère qui n'en finit plus : *"dans les années 1960, le Gouverneur de l'Etat José Sarney (il sera élu Président du Brésil en 1985 et est aujourd'hui à la tête du Sénat, voir Vision Brésil n°24, mai 2011 : [Impunité, trafic d'influence et favoritisme, le retour des mauvais côtés de la politique brésilienne](#)), promulgue la Loi des Terres. Sous prétexte de moderniser le Maranhão, il introduit dans la région les grands 'latifundios', financés avec l'argent public de la SUDENE, la Surintendance de Développement du Nord-Est. Afin de profiter des largesses de l'Etat en matière d'exemption fiscale, les propriétaires de ces grands domaines y introduisent un élevage extensif de piètre qualité. Le but n'est pas de rentabiliser l'exploitation, mais de toucher les subventions de la SUDENE. Ce monopole improductif sur la terre s'est perpétué jusqu'à aujourd'hui".* Avec des conséquences dramatiques sur les indicateurs sociaux : selon le recensement 2010, 72% des habitants de plus de 10 ans de la région de Coroatá n'ont pas terminé l'école primaire. D'après la Commission Pastorale de la Terre, plus de la moitié des 60.000 habitants de la ville bénéficie de l'assistance, à travers le régime des retraites rurales ou celui de la Bourse Famille. Un subside insuffisant pour satisfaire les aspirations des jeunes de la région, qui, faute de perspective d'emploi, recourent aux services de Junior Rachid et de son bus pour aller couper la canne dans le Sud-Est ou le Centre-Ouest.

Une errance sans fin

"Quand je réussis à couper 300 mètres de canne par jour là-bas, je touche 1.200R\$ à la fin du mois. Ici, il aucun travail ne paye cela." Antonio Carlos Gomes, 31 ans, a déjà fait 2 fois l'aller et retour pour Uberaba dans le Minas Gérais et Guaribas dans l'Etat de São Paulo. En 2006 et 2009. Marié et analphabète, père de 2 enfants, il vit aujourd'hui des maigres ressources de son potager. Il aimerait bien repartir travailler au Sud, mais il n'a pas encore réussi à amasser les 170R\$ que coûtent le voyage. Il n'est pas sûr non plus qu'il puisse trouver un emploi aussi facilement que lors de son dernier déplacement. La mécanisation croissante de la récolte de la canne à sucre a fait fléchir la demande en main d'œuvre, et le durcissement de la répression contre le travail esclave a raréfié la présence des recruteurs pour le Sud à Coroatá.

Désormais, ceux qui partent ne savent pas nécessairement où ils vont, ni quel à quel travail ils sont assignés. C'est ainsi que lors d'un récent voyage, le bus de Junior Rachid et ses 40 passagers, qui devaient se rendre dans les champs de canne de l'Etat de São Paulo, ont été détournés à la dernière minute vers Macaé, dans le nord de l'Etat de Rio de Janeiro. Ils sont venus y renforcer 300 hommes occupés sur un chantier d'Etat du programme "Minha Casa, Minha Vida" de construction de maisons subventionnées pour les catégories les plus pauvres de la population. L'histoire ne dit pas combien de ces "chargés de travaux" étaient au bénéfice d'un contrat de travail en bonne et due forme. Aucun des passagers du bus de Junior Rachid en tout cas n'en bénéficiait.

Jean-Jacques FONTAINE (www.lepetitjournal.com – Brésil) jeudi 31 mai 2012

Retrouvez tous les articles de Jean-Jacques FONTAINE sur [Vision Brésil](#).

<http://www.lepetitjournal.com/buenos-aires/a-la-une-buenos-aires/109525-chez-nos-voisins-existe-t-il-une-nouvelle-classe-moyenne-au-bresil.html> 01/06/2012